Traduction non officielle

Vérifier à l'audition

ALLOCUTION

de S. E. Vladimir V. POUTINE,

Président de la Fédération de la Russie

à la 70ème session de l'Assemblée générale de l'ONU

28 septembre 2015

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Honorables Chefs d'État et de Gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

Le 70ème anniversaire de l'Organisation des Nations Unies est une bonne occasion pour évoquer le passé, mais aussi pour réfléchir sur notre avenir commun.

En 1945 les pays qui venaient de vaincre le nazisme réunirent leurs efforts pour poser les fondements solides de l'ordre mondial d'après-guerre. Je me permets de rappeler au passage que ce fût au cours de la réunion des dirigeants de la Coalition anti-hitlérienne qui s'était tenue dans notre pays, en Crimée, à Yalta, que les décisions de base portant sur la création de l'ONU et sur les principes de l'interaction entre les Etats virent le jour.

Ce système de Yalta naquit à travers d'énormes souffrances et fût pavé de dizaines de millions de vies humaines, son prix fût payé par deux guerres mondiales qui avaient ravagé la planète au XXe siècle. Soyons objectifs : c'est grâce à ce système que l'humanité à su traverser des événements turbulents et parfois dramatiques, et que le monde s'est retrouvé à l'abri des bouleversements majeurs des sept dernières décennies.

L'Organisation des Nations Unies n'a pas son pareil pour assurer la légitimité, la représentativité et l'universalité. Or, ces derniers temps l'ONU se retrouve de plus en plus souvent sous le feu des critiques pour son manque d'efficacité présumé et pour des contradictions insurmontables,- avant tout parmi les membres du Conseil de Sécurité,- auxquelles se heurte toute prise de décision à portée fondamentale.

Toutefois je tiens à souligner que les différends au sein de l'ONU ont persisté toujours tout au long de ces soixante-dix ans, de même que pour le droit

de véto qui a été appliqué depuis toujours, en l'occurrence par les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Chine, l'Union Soviétique et la Russie.

Ceci est tout à fait naturel pour une organisation à caractère aussi multiface et représentatif. A l'inception de l'ONU personne ne comptait sur le règne éternel de l'unanimité dans ces enceintes. En revanche la raison d'être de l'Organisation consiste à rechercher et à élaborer des compromis, sa force résultant de la réconciliation des opinions et des points de vue différents.

Les décisions discutées au sein des Nations Unies sont ou bien acceptées sous forme de résolutions, ou ne le sont pas, dans le langage des diplomates elles « passent ou ne passent pas ». Toute démarche de tout Etat visant à contourner cette pratique est illégitime, contredise la Charte des Nations Unies et va à l'encontre du droit international.

Nous savons tous que la fin de la guerre froide a vu un seul centre de domination se mettre sur pied dans le monde entier. Et ensuite ceux qui se sont trouvés au sommet de cette pyramide étaient temptés de penser : « on est aussi fort et exceptionnel et personne ne sait mieux que nous ce qui est possible à faire, et alors on peut ne pas compter avec les Nations Unies, de toute façon il arrive très souvent que cette organisme empêche tout le monde et ne fait que de mettre des bâtons dans les roues au lieu d'adopter des décisions automatiquement afin de légitimer des démarches nécessaires ».

Des rumeurs ont surgi alors qui disaient que l'Organisation sous la forme sous laquelle elle a été créée, a rempli sa mission historique et est devenue périmée.

Bien sûr, le monde change et les Nations Unies doivent se conformer à cette transformation naturelle. La Russie est prête à travailler ensemble avec ses partenaires sur la base du large consensus, mais nous considérons comme étant extrêmement dangereuses les tentatives visant à ébranler l'autorité et la légitimité des Nations Unies. Cela peut conduire à l'effondrement de

l'architecture des relations internationales tout entière et dans ce cas il ne resterai plus vraiment aucune règle sauf le droit du plus fort.

Ce serait un monde dans lequel l'égoïsme prendrait place du travail d'équipe ; un monde dans lequel il y aurait de plus en plus d'oppression et de moins en moins d'égalité des droits, de démocratie réelle et de liberté. Un monde dans lequel au lieu des Etats véritablement indépendants viendront se multiplier des régimes qui seront de facto des protectorats et territoires contrôlées de l'extérieur.

En fait, comment se définit la souveraineté nationale? C'est avant tout la liberté, le choix libre de son destin pour chaque individu, pour chaque peuple et pour chaque Etat.

Dans la même ligne ce pose la question sur la soi-disante lègitimité étatique. Il est inadmissible de jouer ou jongler avec les mots. Chaque terme dans le droit international et les affaires internationales doit être clair, transparent et avoir des critères compris uniformement.

Nous sommes tous différents et cette différence, il faut la respecter. Personne n'est obligé de s'adapter à un mode de développement unique, reconnu une fois pour toutes par quelqu'un comme seulement valable.

Nous devons tous garder à l'esprit des exemples tirés du passé, comme nous, on le fait à l'égard de l'histoire de l'Union Soviétique. Lorsqu'on exporte des « expériences sociales », lorsqu'en raison de ses propres clichés idéologiques on tente de « donner un coup de fouet » aux changements dans tel ou tel pays, on débouche très souvent sur des conséquences dramatiques, voir sur la dégradation, au lieu du progrès.

Et pourtant on a l'impression que l'on préfère répéter les fautes des autres plutôt que d'en tirer des leçons. Et cette fois-ci l'exportation des soi-disantes « révolutions démocratiques » continue.

Il suffit de voir de près ce qui se passe au Proche Orient et en Afrique du Nord. Dans ces régions des problèmes de l'ordre politique et social ont

certainement accumulé depuis longtemps et des changements ont été fortement sollicités par la population.

Mais qu'est-ce qui s'est passé en réalité? L'intervention agressive extérieure n'a guère débouché sur des réformes. En revanche, elle a anéanti sans scrupule toute institution gouvernementale et le mode de vie entier ; en guise de s'achever par le triomphe de la démocratie et du progrès elle a dégénéré en violence, en pauvreté et en catastrophe sociale qui va jusqu'à négliger les droits de l'homme, y compris le droit à la vie.

On a envie de demander à ceux qui sont à l'origine de tout cela : vous prenez au moins conscience de ce que vous avez fait? Mais cette interrogation risque de rester lettre morte, puisqu'on n'a toujours pas renoncé à la politique qui se base sur la confiance en soi excessive, le principe d'exclusivité et la certitude de l'impunité.

Il est actuellement évident que le vide politique qui s'est instauré dans certains pays du Proche Orient et de l'Afrique du Nord a eu comme répercutions l'apparition des zones d'anarchie qui ont immédiatement commencé à absorber des extrémistes et des terroristes.

Des dizaines de milliers de terroristes sont déjà venus combattre sous les drapeaux de ce qu'on appelle l' « État islamique », avec parmi eux d'anciens soldats iraquiens qui se sont retrouvés en 2003 jetés à la rue suite à l'invasion militaire en Irak. Le recrutement est également organisé par le biais de la Lybie, dont les structures étatiques ont été démantelées suite à une flagrante violation de la Résolution #1973 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

En ce moment des membres de l'opposition syrienne dite « modérée » et soutenue par l'Occident s'adhèrent à ces mouvements radicalisés: on leur donne des armes, on leur assure une formation militaire et ensuite ils se retrouvent du côté de l' « État islamique ».

Pour ce qui est de cet « État islamique » en tant que tel, celui-ci n'est pas non plus apparu au milieu de nulle part, étant dans ses débuts choyé comme un outil de lutte contre des régimes laïques indésirables.

Une fois sa ligne de déploiement acquise en Syrie et en Irak, l' « État islamique » continue inexorablement sa progression vers d'autres territoires avec pour but d'assurer sa domination dans le monde islamique, et manifestement est loin de se borner qu'à ces projets.

L'état des choses est plus que dangereux. Dans une situation pareille il est aussi hypocrite et irresponsable de dénoncer solennellement la menace du terrorisme international, tout en fermant les yeux sur les moyens de financement et de soutien des terroristes, notamment au trafic de drogue, trafic de pétrole et d'armes illégales, que de tenter de manipuler ces réseaux extrémistes afin de les engager à ses services pour en arriver à ses propres fins politiques, tout en espérant de les exterminer et anéantir par la suite.

Et je me permets de dire à tous ceux qui le font: très honorables messieurs, vous avez affaire à des mecs qui sont très durs, même cruels, mais qui ne sont pas du tout primitifs. Ils ne sont pas plus bêtes que vous, et on ne sait jamais qui abuse qui à ces fins. Les données récentes sur les transfers des armes à cette opposition la plus "modérée" en sont la melleure preuve.

Nous considérons toute tentative de flirter avec des terroristes ou même encore de les armer comme plus que myope et comme susceptible de provoquer une incendie, qui pourrait faire déborder la menace terroriste qui se propagerait ainsi à de nouvelles régions. Cela étant dit, dans des camps d'entrainement de l' « État islamique » se retrouvent des combattants en provenance d'un peu partout, y compris des pays européens.

Malheuresement, la Russie n'est pas une exception. Nous ne devons pas admettre que les criminels qui ont déjà senti l'odeur du sang, puissent revenir chez eux et continuer leur travail sinistre. Personne ne veut que ça se passe, n'est-ce pas?

La Russie c'est toujours prononcée d'une manière ferme et conséquente contre tle errorisme dans tous ses formes. Nous accordons actuellement un soutien militaire et technique à l'Irak, ainsi qu'à la Syrie, qui mènent leur combat contre des groupements terroristes. Et le refus de coopérer avec les autorités et l'armée gouvernementale syriennes, nous le considérons comme une énorme erreur, puisqu'il s'agit de coopérer avec ceux qui font preuve de beaucoup de courage en affrontant la terreur face-à-face. Il faut finir par avouer qu'il n'y est plus personne d'autre en Syrie qui mène le combat contre l' « État islamique » et autres organisations terroristes, sauf l'armée gouvernementale du président Assad et les milices Kurdes.

Chers collègues,

Je dois souligner que notre approche honnète et directe a été récemment untilisé comme un prétexte pour accuser la Russie des ambitions croissantes (comme si ceux qui le disent n'ont aucunes ambitions). En fait, il ne s'agit pas des ambitions de la part de la Russie mais du fait qu'il est impossible des lors de tolérer la situation qui se dévélope dans le monde.

En réalité, nous proposons de suivre les valeurs et les intérêts communs au lieu des ambitions et de joindre nos efforts sur la base du droit international pour résoudre des problèmes devant nous et de former une coalition antiterroriste internationale à portée vraiment globale, qui s'appuiera sur l'autorité du Conseil de Sécurité et disposera d'une base juridique appropriée.

Cette coalition, tels les Alliés de la Seconde Guerre mondiale, pourrait accueillir sous ses drapeaux des entités les plus diverses, prêtes à affronter résolument ceux qui viennent semer l'horreur et la haine entre les êtres humains, tout comme l'ont fait jadis les nazis.

Et sans aucun doute ce sont les pays musulmans qui doivent se retrouver au cœur d'une telle coalition, puisque non seulement pas l'« Etat islamique » représente-t-il pour eux une menace directe, mais bien au-delà de cela, – les terroristes profanent de par ses crimes sanglants l'une des plus grandes religions

du monde. Les idéologues des combattants islamistes se moquent de l'Islam, le dénaturant de ses vraies valeurs humanistes.

Je voudrais également saisir cette occasion pour m'adresser aux maîtres spirituels du monde musulman : aujourd'hui plus que jamais on a besoin de votre autorité et de votre prêche éducateur, afin de prévenir les démarches inconscientes des ceux qu'on essaye de recruter, mais aussi afin d'aider ceux qui ont été dupés et qui, suite à de différentes circonstances, se sont retrouvés dans les rangs des terroristes à retrouver la vie normale, à déposer les armes et à mettre fin à leur lutte fratricide.

Dans le cadre de la présidence russe au Conseil de Sécurité la Russie va convoquer d'ici dans quelques jours une réunion ministérielle avec pour but de pouvoir analyser en profondeur les menaces qui existent dans l'espace du Proche Orient. L'idée est avant tout de discuter une éventuelle résolution visant à coordonner les démarches de tous les entités qui font face à l'« Etat islamique » et à d'autres structures terroristes. Une telle coordination, je le répète, doit se baser sur le respect des principes de la Charte des Nations Unies.

Nous nous attendons à ce que la communauté internationale puisse élaborer une stratégie globale de stabilisation politique et de réhabilitation sociale et économique du Proche Orient. Dans ce cas on n'aura plus besoin de construire des camps de réfugiés.

Actuellement des flux de personnes forcées à quitter leur pays d'origine a littéralement déferlé sur l'Europe, qui est déjà au nombre des centaines de milliers, on en pourrait bientôt compter des millions. Il s'agit d'une nouvelle et tragique grande migration des peuples et une leçon dure à tirer pour les Européens.

Cela n'empêche que les réfugiés sans aucun doute ont besoin de compassion et de soutien, et je tiens surtout à le mettre en valeur. Et pourtant pour en venir à bout de ce problème il n'y a d'autre remède que de restaurer les structures étatiques là où elles ont été démantelées, ceci par le biais de

renforcement des institutions étatiques encore intactes ou en cours de reconstitution ; par le biais de prestation d'assistance militaire, économique et matérielle aux pays en difficulté ; et bien sûr par le biais de l'assistance accordée aux personnes qui malgré toutes les épreuves ne quittent pas leur patrie.

Il va de soi que dans le cas de toute assistance aux Etats souverains il ne s'agit pas de l'imposer, mais plutôt de la proposer en pleine conformité avec la Charte des Nations Unies. Bref, tout ce qui est fait et tout ce qui sera fait conformément aux normes du droit international dans ce domaine doit être approuvé par notre organisation universelle. Or, tout ce qui va à l'encontre de la Charte des Nations Unies doit être rejeté.

A mon avis il est essentiel de procéder à la reconstitution des structures étatiques en Lybie, à soutenir le nouveau gouvernement en Iraq, et d'accorder toute sorte de support au gouvernement légitime en Syrie.

***

Chers collègues,

Le maintien de la paix et de la stabilité au niveau régional et mondial reste toujours la priorité pour la communauté internationale avec les Nations Unies à sa tête.

Il est question à notre avis de créer un espace commun de sécurité égale et indivisible, – de sécurité qui s'appliquerait à tout le monde au lieu de favoriser un cercle restreint de personnes choisies. C'est vrai que la tâche sera lourde et pénible et de longue durée, mais on n'a pas simplement d'autre choix.

Cependant, la mentalité de bloc revenant aux temps de la guerre froide et le désir d'explorer les nouveaux espaces géopolitiques dominent toujours l'esprit de certains de nos collègues.

Leur premier pas étant de poursuivre l'élargissement de l'OTAN et de l'infrastructure militaire de l'Alliance, ils en ont fait le deuxième en proposant

aux pays de l'ex-URSS un faux dilemme : de choisir son camp entre l'Orient et l'Occident.

Tôt ou tard cette logique de confrontation avait dû prendre l'allure d'une crise géopolitique grave, ce qui s'est passé en Ukraine, où le mécontentement de la population par les autorités a été utilisé pour orchestrer de l'extérieur la prise de pouvoir qui a provoqué le déclenchement de la guerre civile.

Nous sommes persuadés que le seul moyen d'arrêter l'effusion de sang et de sortir de l'impasse actuel en Ukraine consiste à faire appliquer strictement et de bonne foi les accords de Minsk II datant du 12 février 2015.

Il est inutile de faire appel aux menaces et aux armes en quête d'assurer l'intégrité de l'Ukraine. Ce qu'il faut c'est de prendre conscience des intérêts et des droits de la population du Donbass, de respecter son choix. Tout comme c'est prévu par les accords de Minsk, il faut les faire impliquer dans le procès décisionnel qui porterait sur les axes majeures de la construction du système politique de l'Ukraine.

Cela représenterait un gage du développement ultérieur de l'Ukraine en tant qu'un Etat civilisé, et cela serait la pierre angulaire dans la création d'un espace commun de sécurité et de coopération économique en Europe et en Eurasie.

***

Mesdames et Messieurs,

Ce n'est pas par hasard que je viens de mentionner tout à l'heure l'espace commun de coopération économique. On a eu l'impression encore tout récemment que l'on pourrait abandonner les lignes de clivage dans le domaine de l'économie, où prédomine l'impartialité des lois du marché. On avait l'impression d'agir en se guidant par les règles transparentes et élaborées au profit de tout le monde, notamment par les principes de l'OMC tels que la liberté du commerce, des investissements et de la concurrence.

Et pourtant les sanctions unilatérales qui contournent la Charte des Nations Unies sont devenues presque la norme. Au delà des buts politiques ces sanctions sont également utilisés en tant qu'un outil pour éliminer les concurrents.

Je voudrais aussi noter l'existence d'une autre manifestation de « l'égoïsme économique » en plein essor : il y a certains Etats qui optent pour la création des associations économiques « prioritaires » à caractère restreint. Même les négociations qui les concernent sont menées en cachette, à l'insu de leurs citoyens, milieux d'affaires et sociétés civiles.

Personne ne prend non plus le soin d'en informer d'autres Etats dont les intérêts peuvent être touchés par conséquent. Il se peut qu'on veut nous mettre tous devant le fait accompli que « les règles du jeu » venaient d'être réécrites au profit d'un groupe restreint de ceux qui se considèrent choisis, même sans participation de l'OMC. Cela est lourd de conséquences et peut provoquer le déséquilibre de tout le système financier, la défragmentation de l'espace économique mondial.

Etant donné que les questions ci-mentionnées touchent aux intérêts de tous les Etats et puisqu'ils déterminent les perspectives de l'ensemble de l'économie mondiale, nous souhaitons les inclure à l'ordre du jour des réunions de l'ONU, de l'OMC et du « G20 ».

À l'opposé de la politique de « l'exclusivité » la Russie propose d'harmoniser les projets économiques régionaux et de procéder à ce qu'on appelle « l'intégration des intégrations » basée sur les règles de commerce internationale universelles et transparentes.

Ne serait-ce qu'à titre d'exemple je pourrai vous citer des projets que nous avons développé pour conjuguer l'activité de la Communauté économique eurasienne à l'initiative chinoise de la construction de la Ceinture économique de la Route de la Soie. Nous voyons toujours de grandes perspectives dans

l'harmonisation des processus d'intégration au sein de la Communauté économique eurasienne et de l'Union européenne.

* * *

Mesdames et Messieurs,

Le défi persistant des changements climatiques se classe aussi parmi les problèmes qui concernent l'avenir de toute l'humanité.

Nous sommes intéressés à ce que la Conférence sur le climat de l'Organisation des Nations Unies, qui sera organisé en décembre à Paris, soit couronnée de succès. Dans le cadre de notre contribution nationale nous avons l'intention de réduire vers 2030 nos émissions de gaz à effet de serre de 70-75% en taux d'émissions de 1990.

Je vous invite pourtant à voir ce problème d'une façon plus générale. Sans doute en introduisant des quotas d'émissions de gaz à effet de serre et en adoptant d'autres mesures de caractère tactique nous pourrions atténuer la gravité de ce problème pour une certaine période. Mais nous n'allons pas la résoudre ainsi.

Nous avons besoin des approches de nature différente. Il est nécessaire de mettre en place des solutions novatrices, des technologies similaires au fonctionnement de la nature même qui resteraient en harmonie avec l'environnement au lieu d'y porter préjudice. On a besoin des solutions qui nous donneront la chance de restaurer l'équilibre entre la biosphère et la technosphère que l'homme a brisé.

Il s'agit d'un vrai défi à l'échelle planétaire. Je suis convaincu que l'humanité possède un potentiel intellectuel afin d'y trouver un bon remède.

Nous devons joindre nos efforts. Il s'agit avant tout des efforts des Etats qui bénéficient d'une base de recherches puissante, qui sont forts dans le domaine de la recherche fondamentale.

Nous proposons de convoquer à cet égard un forum spécial sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies où on pourrait revoir dans

l'ensemble les problèmes liés à l'épuisement des ressources naturelles, à la destruction de l'habitat, au changements climatiques. La Russie est prête à devenir l'un de ses organisateurs.

* * *

Mesdames et Messieurs,

Le 10 janvier 1946 à Londres fût inaugurée la première session de l'Assemblée générale de l'ONU. Le diplomate colombien M. Zuleta Angel, Président de la Commission préparatoire, avait alors à mon avis très bien formulé dans son discours d'ouverture les principes qui doivent toujours guider l'ONU dans son œuvre : il s'agit de la bonne volonté, l'esprit de coopération et le mépris de toute idée d'intrigue et de ruse.

Ces mots résonnent encore aujourd'hui comme un conseil à nous tous.

La Russie croit dans l'immense potentiel de l'Organisation des Nations Unies, qui devrait nous aider à éviter une nouvelle confrontation mondiale et à passer à la coopération stratégique. Ensemble avec d'autres pays nous allons travailler de manière cohérente au renforcement du rôle central et coordinateur de l'ONU.

Je suis persuadé que nous sommes en mesure d'assurer la stabilité et la sécurité dans le monde, de créer des conditions propices pour le développement de tous les Etats et de tous les peuples.

Je vous remercie de votre attention.